

le 5 mars 2018

A l'attention du groupe parlementaire de La République En Marche,

Objet : transition énergétique et compteurs communicants

Mesdames, Messieurs les Députés,

Nous souhaitons porter à votre connaissance les avis contraires qui s'expriment sur l'influence de ces dispositifs de comptage sur la Maîtrise et la Demande de l'Énergie et les « *postulats hasardeux* » qui accompagnent ces nouveaux dispositifs.

L'étude du CNRS citée dans la tribune du journal Le Monde, signée par plusieurs parlementaires, s'appuie sur l'étude TICELEC réalisée en 2011 à Biot en PACA, dont les conclusions se basent seulement sur 65 familles volontaires. Le chiffre de 23% de réduction de la consommation se base seulement sur 30 personnes dont une des spécificités, selon les auteurs de l'étude, est leurs revenus élevés – c'est-à-dire une consommation plus importante à la base que la moyenne qui ont donc la possibilité de réduire cette dernière.

Cette étude serait à nuancer car l'effet Hawthorne semble fortement jouer : « **ce terme fait référence à la tendance à être plus performant quand on participe à une expérience. On modifie notre comportement davantage en raison de l'attention qu'on nous porte ou de la dynamique ludique associée à l'expérience qu'en raison de notre motivation à changer** ».

Pour une analyse de cette étude TICELEC, il vous est joint une annexe ainsi que le dossier de synthèse sur la question.

Tout d'abord, nous souhaitons porter à votre connaissance le fait que le CLER (association regroupant 250 organismes et associations pour la transition énergétique, conclusion du rapport de décembre 2016) et l'association Négawatt (son porte-parole) montrent que **seul un compteur** par quartier au niveau des postes de transformation aurait suffi dans l'optique de cette transition énergétique, et que l'atout pour la Transition de ce compteur est très limité ou encore que « *c'est s'équiper d'un bazooka pour écraser une mouche* » (Marc Jedliczka, Négawatt, livre « *Sexy linky* »).

Aussi, l'économiste Thomas Reverdy, membre du laboratoire universitaire PACTE qui travaille à l'acceptabilité sociale au sein de GreenLys, le démonstrateur grenoblois de compteurs intelligents suite à une étude de RTE, précise : « *Le grand risque, avec Linky, c'est qu'on n'arrive pas à faire beaucoup mieux que les compteurs "heures creuses/heures pleines" avant pas mal d'années (...) les gains économiques ne sont pas très élevés* ».

M.C Zelem, sociologue de l'énergie au CERTOP (Centre d'Étude et de Recherche Travail, Organisation, Pouvoir) du CNRS Toulouse II Le Mirail, entendue comme experte lors de la Loi de Transition Énergétique de 2015, nuance fortement les études de type TICELEC où « l'effet Hawthorne » semble avoir joué un grand rôle :

« Dans les modèles d'ingénieurs, le comportement humain est envisagé comme un simple paramètre extérieur. (...) Ces interventions ont reposé sur l'hypothèse qu'il suffit de sensibiliser aux usages de l'énergie pour que chacun adopte les « bons gestes » et change ses habitudes en conséquence. Or, les retours d'expérience de ces opérations montrent que l'on atteint péniblement des gains de 3 à 15 % sur de petits collectifs d'individus, pourtant encadrés et soutenus par un dispositif souvent lourd et coûteux. Par ailleurs, lorsque le dispositif de sensibilisation prend fin, les personnes retournent rapidement à leurs anciens modes de vie, plus énergivores et largement confortés par la société de consommation. (L'effet Hawthorne semble jouer pleinement. Ce terme fait référence à la tendance à être plus performant quand on participe à une expérience. On modifie notre comportement davantage en raison de l'attention qu'on nous porte ou de la dynamique ludique associée à l'expérience qu'en raison de notre motivation à changer) (...)C) Des postulats hasardeux :

Les compteurs communicants requièrent donc compréhension et réflexivité. Ils reposent sur une double hypothèse : les consommateurs sont à même d'assimiler un certain nombre de données pour réfléchir à leurs manières d'utiliser des équipements et cette connaissance peut les conduire à changer positivement leurs pratiques (par exemple, via une télégestion, ils renseignent sur l'horaire opportun pour faire tourner une machine, ce qui devrait leur permettre de choisir de décaler dans le temps l'usage de leur lave-linge). L'enjeu des compteurs est de déplacer les pics de consommation aux heures les moins sensibles pour le réseau. Ils sont donc conçus comme des systèmes d'aide à la décision pour gérer l'énergie et réduire les consommations globales. Quand une dimension comparative et évaluative est ajoutée pour insister sur la place de chacun dans les performances globales, ils peuvent alors fonctionner de manière persuasive et injonctive. Mais les sciences sociales ont largement montré que savoir ne suffit pas à modifier ses pratiques ou ses habitudes, et que l'injonction peut être contre-productive en suscitant des résistances. Par ailleurs, une même prescription peut engendrer une diversité d'attitudes, pas toutes conformes à l'attitude idéale

escomptée. La question reste donc de savoir quels ménages ou quels occupants de bureau seront en mesure de gérer de manière active l'utilisation de leurs équipements.(...) L'inflation des technologies disqualifie la participation des habitants. Dans les modèles d'ingénieurs, le comportement humain est envisagé comme un simple paramètre extérieur. La plupart du temps, la complexité des réalités sociales n'est tout simplement pas prise en compte dans les calculs théoriques. Or les pratiques sociales résultent de la rencontre de plusieurs facteurs comme la diversité des ressentis en termes de confort ou de service rendu, l'intérêt pour moins consommer d'énergie, le besoin de réduire sa facture d'énergie, l'adhésion aux enjeux publics de la MDE (maîtrise de la demande de l'énergie-NDLR), la capacité à améliorer les performances de ses équipements, la montée en compétences techniques ou énergétiques, la compréhension des finalités et des fonctionnalités des technologies, etc. Aujourd'hui, « habiter » devient compliqué. Ainsi, alors que les bâtiments sont potentiellement de plus en plus économes, les techniques font de plus en plus « à la place de... ». Les occupants perdent en compétences. Ils sont exposés à un excès de technicité qui se traduit souvent par une mise à l'écart. Paradoxalement, alors que les nouvelles normes d'habiter requièrent qu'ils soient actifs dans leur logement, les usagers tendent à se réfugier derrière l'intelligence de systèmes qu'ils ne souhaitent ou ne peuvent plus piloter. Certains développent des sentiments d'impuissance et de la déception qui peuvent se traduire par un rapide désintérêt pour les questions d'énergie. » (Smart meters et sobriété des usages de l'énergie - Revue de l'Energie, 2014, M.C Zélem)

L'universitaire Sarah Darby précise : « Les arguments en faveur de la mise en œuvre d'un comptage « intelligent », qui est un terme souple, varient en fonction des circonstances et du pays concerné. Dans certains pays, le business case pour mettre en place une infrastructure de comptage avancé (AMI) s'appuie en partie sur une amélioration du retour d'information fourni aux clients sur leur consommation, et sur l'aide apportée pour passer à des systèmes énergétiques présentant un impact moindre. Il est attendu d'une AMI qu'elle conduise à la fois à une réduction de la demande et à une réduction du coût de desserte des clients grâce à des améliorations en terme de communication, **mais il existe peu de données probantes à l'appui d'une réduction globale de la demande.** Dans quelle mesure des compteurs intelligents pourraient-ils améliorer les chances de voir le client s'impliquer? Afin d'évaluer cette question, il est nécessaire d'examiner les perceptions et les pratiques des utilisateurs finaux en même temps que le matériel de comptage et les aspects économiques. En utilisant la théorie des affordances, l'étude qualitative est examinée de façon à comprendre comment les occupants ont utilisé le retour d'information sur leur consommation, avec et sans compteurs intelligents. Bien qu'une AMI offre des possibilités en matière de gestion énergétique des ménages et de relations client-fournisseur d'énergie, **il y a peu de données probantes permettant de suggérer que cela assurera automatiquement une réduction sensible de la demande énergétique. Pour ce faire, il importe de mettre l'accent sur une réduction globale de la demande (plutôt que sur une réduction des pics de consommation électrique) »**

(RESEARCH PAPER Smart metering: what potential for householder engagement? BUILDING RESEARCH & INFORMATION (2010) 38(5), 442-457. http://www.biblioite.ethz.ch/downloads/Smart-meter-alone-saves-little_Darby_2010.pdf)

Aussi le démonstrateur smart grid grenoblois GreenLys ne semble pas avoir tenu toutes ses promesses : « Durant quatre ans, ERDF et ses partenaires ont testé les « effacements » (baisse de fourniture à distance) (...). Ils ont diminué le chauffage de 1° chez ceux-ci pendant une heure ou un quart d'heure, plusieurs fois par jour. Résultat : « Au moment du retour à la consigne de l'habitant, les radiateurs tournent à plein régime pour compenser la différence de température. L'appel de puissance du logement est alors 50 % plus élevé par rapport à un jour sans effacement. Ces mêmes radiateurs consomment aussi 40 à 60 % d'énergie supplémentaires dans les minutes qui suivent le changement d'instruction. Au total, ils utilisent autour de 95 % de l'énergie effacée dans les 24 heures après la fin de la procédure. » (http://www.piecesetmaindoeuvre.com/IMG/pdf/les_secrets_de_linky2.pdf)

Tel l'eurodéputé de Belgique Paul Lannoye : « on peut légitimement se demander quelle est la contribution réelle du compteur « communicant » dans ces réductions de consommation ; la motivation du consommateur est à mon avis l'événement prépondérant. Le résultat ne serait-il pas meilleur encore si une tarification progressive intelligente était adoptée ? D'un point de vue plus global, il est aussi nécessaire de prendre en compte les surconsommations résultant du choix lui-même des compteurs « intelligents » : - La consommation d'énergie des compteurs eux-mêmes et des systèmes de communication qu'ils exigent, sans oublier les installations de stockage des données ; la durée de vie, plus brève, de ces compteurs génère une consommation d'énergie accrue pour la fabrication des compteurs. » (« Quelques arguments pour remettre en question le compteur intelligent » 2015, pdf).

Ainsi, est-il judicieux d'imposer à tous un dispositif de comptage contre le gré de nombreux particuliers, alors que ses biens-fondés économique (5 à 8 milliards d'euros pour une durée de vie du système Linky de 15 à 20 années) et écologique sont très discutés. Nous vous rappelons que de multiples témoignages écrits, que nous tenons à votre disposition, dans toute la France, font état de violences, de menaces, et de pression sur les habitants de la part des sous-traitants et d'Enedis et que la section de Rodez de la Ligue des Droits de l'Homme, les collectifs aveyronnais, l'association le Comité Causse Comtal, l'association la Fédération des Grands Causses demandent la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les pratiques de déploiement des compteurs de type « Linky », comme le précisait notre précédent communiqué qui vous fut transmis.

Veillez, mesdames, messieurs les Députés, agréer à l'expression de nos salutations cordiales.